

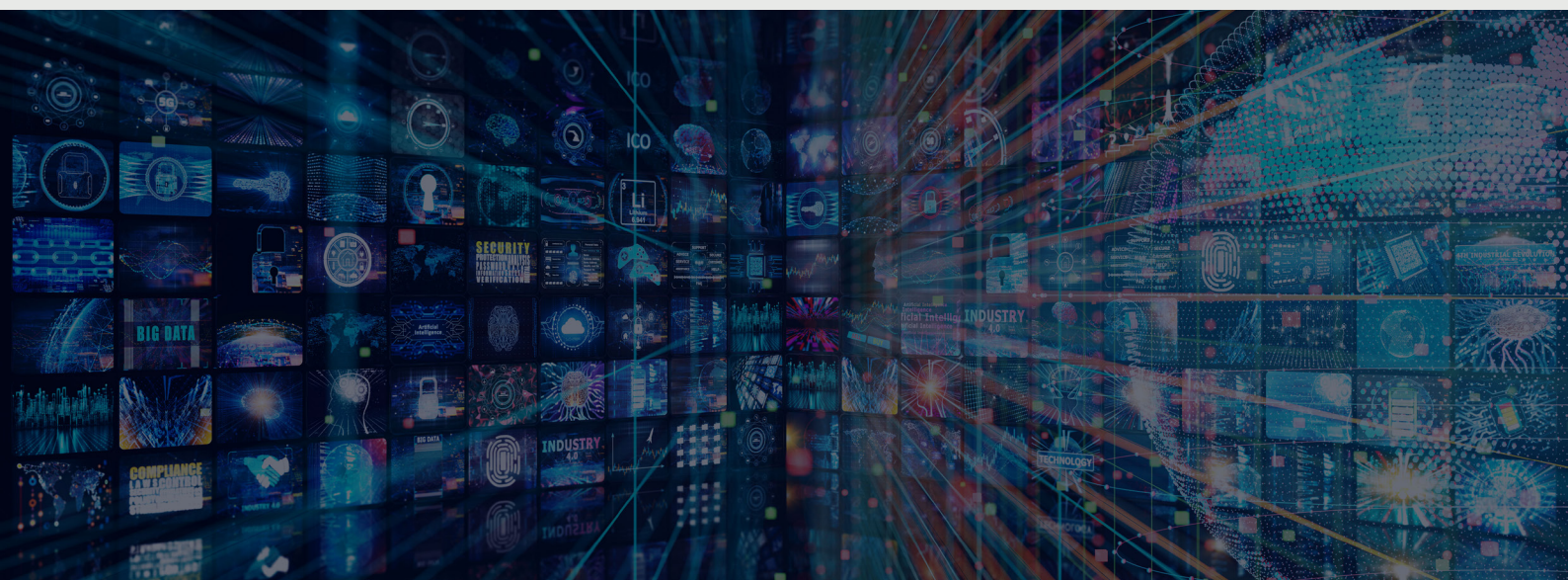


OBSERVATOIRE
de l'information
et des stratégies
d'influence

INGÉRENCES NUMÉRIQUES ÉTRANGÈRES : UNE MENACE SURESTIMÉE LORS DES MUNICIPALES 2026 ?

Entretien réalisé par Hélène Pédech, membre cofondateur de l'Observatoire de l'information et des stratégies d'influence de l'IRIS, avec
Anne-Sophie Dhiver / Cheffe de service adjointe de Viginum

Juin 2026



ENTRETIEN AVEC



Anne-Sophie Dhiver / Cheffe de service adjointe de Viginum

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire de l'information et des stratégies d'influence de l'IRIS se consacre à l'analyse approfondie des mécanismes de fabrication de l'information, des logiques médiatiques et des stratégies d'influence, dans un contexte international. Il explore comment l'information est produite, transcrite et diffusée dans les médias traditionnels, numériques et les réseaux sociaux, tout en examinant les dynamiques de pouvoir, les enjeux géopolitiques, les dilemmes éthiques et problématiques économiques liés à ces pratiques.

À l'ère du numérique, l'Observatoire vise à éclairer les relations complexes entre médias, opinion publique et sphères d'influence à travers le monde, en incluant une perspective stratégique. Il s'adresse aux décideurs, chercheurs et citoyens soucieux de mieux comprendre les enjeux globaux de l'information et de l'influence.

À travers ses travaux et ses initiatives, l'Observatoire se positionne comme une ressource de réflexions et d'analyses des stratégies d'influence et de désinformation, contribuant ainsi à un débat public éclairé et informé.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Les ingérences numériques étrangères (INE) se sont imposées comme des procédés centraux des rapports de force contemporains, ciblant notamment les processus électoraux pour affaiblir les fondements de la vie démocratique. S'appuyant sur un rapport de Viginum¹, l'organe gouvernemental de veille sur la désinformation², le Premier ministre français, Sébastien Lecornu, a dressé le 11 juin 2026 lors d'une conférence de presse, un bilan de la protection du débat public lors des élections municipales des 15 et 22 mars 2026³. Bien que ce scrutin portait sur des enjeux locaux, le niveau de menace a été jugé élevé en raison d'un contexte international tendu et de la résonance dans le débat politique national de thématiques clivantes comme la guerre en Ukraine ou le conflit au Proche-Orient.

Le bilan des opérations détectées révèle une diversification préoccupante des acteurs et des méthodes de déstabilisation. Quatre campagnes d'ingérence numérique étrangères (INE) majeures ont été caractérisées, impliquant des acteurs étatiques et non étatiques.

Quelles sont ces récentes ingérences et les acteurs émergents ? Quels enseignements en tirer à moins d'un an de l'élection présidentielle de 2027, considérée comme un rendez-vous démocratique majeur sous haute tension ? Quels sont les auteurs de manipulation à surveiller ?

Anne-Sophie Dhiver, cheffe de service adjointe de Viginum, répond aux questions de l'Observatoire de l'information et des stratégies d'influence de l'IRIS.

OBSERVATOIRE : Viginum a détecté et caractérisé quatre ingérences numériques étrangères (INE) lors de la campagne des élections municipales de mars 2026 en France. Deux de ces ingérences sont le fait de modes émergents nouveaux. Pouvez-vous nous les décrire ?

ANNE-SOPHIE DHIVER : Sur les quatre INE ayant ciblé les municipales, deux ont été conduites par des modes opératoires informationnels (MOI) pro-Russes connus (*Storm-1516*, *Storm-1679/Matriochka*) qui avaient déjà mené des activités malveillantes contre la France dans le passé.

¹ Viginum, *Protection du débat public contre les ingérences numériques étrangères des élections municipales des 15 et 22 mars 2026*, [Rapport public](#), juin 2026.

² Créé en 2021, le service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM) est le service technique et opérationnel français chargé de la vigilance et de la protection contre les ingérences numériques étrangères. Il est rattaché au secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale (SGDSN).

³ Conférence de presse du Premier ministre sur la protection du débat démocratique contre les ingérences, [Compte X](#), 11 juin 2026.

Les deux autres INE ont été mises en œuvre par deux nouveaux modes opératoires informationnels qui ont été identifiés à l'occasion de ces élections.

Le premier est le mode opératoire informationnel baptisé *Hydras Danbau*, reposant notamment sur plus de 100 pages Facebook et 73 sites internet francophones impliqués dans la diffusion de contenus polarisants centrés majoritairement sur l'actualité nationale française et internationale, et ciblant notamment des candidats aux élections.

Le second mode opératoire informationnel, *Rokh Solis*, a été utilisé pour cibler le parti La France Insoumise et plusieurs de ses candidats.

Ce mode opératoire, baptisé *Rokh Solis*⁴, n'a pas seulement visé les élections municipales en France. Des opérations similaires ont été repérées en Angola, au Togo, lors d'élections en Écosse et à New York en 2025 (municipales). Les investigations de Viginum ont démontré un lien avec Israël. Qu'est-ce qui caractérise ce MOI ? Que savez-vous des opérateurs, des commanditaires (sponsors) ?

Rokh Solis est un mode opératoire informationnel détecté par Viginum, qui a été utilisé notamment lors des municipales pour cibler le parti politique La France Insoumise (LFI). La campagne de *Rokh Solis* visant les municipales s'articule autour d'un réseau de sites *web* et de comptes inauthentiques sur les réseaux sociaux visant à dénigrer ce parti politique ainsi que plusieurs de ses candidats.

Concrètement, les opérateurs du MOI *Rokh Solis* semblent avoir mobilisé deux stratégies narratives distinctes : d'une part porter atteinte à la réputation du parti politique LFI ainsi que de certains de ses candidats et candidates, et d'autre part polariser le débat public national en instrumentalisant la communauté musulmane.

Plusieurs éléments techniques permettent d'affirmer l'implication d'un acteur étranger, en l'occurrence situé en Israël, notamment la présence de caractères hébreux dans les métadonnées de certains des sites, la localisation de certains comptes de réseaux sociaux basés en Israël et enfin le partage par certains des comptes sur les réseaux sociaux de publications associées à l'organisation pro-israélienne ELNET.

Par ailleurs, sur la base de sa connaissance de l'écosystème informationnel israélien Viginum estime que le MOI *Rokh Solis* pourrait présenter des caractéristiques communes avec l'activité

⁴ Viginum, *Rokh Solis : Analyse d'un mode opératoire informationnel ayant ciblé les élections municipales de mars 2026*, Rapport technique, 11 juin 2026.

d'une entreprise israélienne œuvrant dans le domaine de l'influence en ligne, dénommée *Blackcore*.

En revanche, Viginum n'est pas en mesure, avec ses méthodes d'investigation en source ouverte, de remonter jusqu'à un éventuel commanditaire.

Deux autres INE, connues depuis plus longtemps, s'appuient sur des manœuvres prorusses. L'une d'elles a d'ailleurs été repérée plus d'un an avant le premier tour des élections municipales en France, dès février 2025. Quelles sont-elles ?

Il s'agit d'opérations d'INE menées par les MOI prorusses *Storm-1516* et *Matriochka* qui ont déjà été documentés par Viginum. En l'occurrence, dans le cas de *Storm-1516*, les opérateurs ont usurpé l'identité du site de campagne du candidat à la mairie de Paris Pierre-Yves Bournazel afin de diffuser un narratif trompeur sur son programme. Quant au MOI *Matriochka*, les opérations consistaient en la diffusion de faux reportages sur les élections, usurpant l'identité des médias BFM TV, RTL, Le Monde, NewsGuard et Euronews.

De manière plus générale, ces MOI prorusses ne sont pas utilisées afin de chercher à convaincre les audiences des narratifs diffusés, mais à faire parler d'eux afin de déstabiliser notre espace informationnel et de brouiller un peu plus notre capacité à distinguer les frontières entre vrai et faux.

Quel a été l'impact de ces quatre INE dans le débat public en France ?

L'ensemble de ces manœuvres ne semble avoir eu qu'une visibilité relativement limitée dans le débat public numérique national durant la campagne. Viginum estime qu'elles ne sont pas de nature à avoir altéré l'information du citoyen pendant la période électorale.

Soulignons aussi qu'elles n'ont pas réussi à percer hors des réseaux de comptes et des sites des différents MOI utilisés, et qu'elles ont été atténuées par l'efficacité des mesures mises en place par le Réseau de coordination et de protection des élections (RCPE)⁵, notamment le

⁵ Le Réseau de coordination et de protection des élections (RCPE) a été mis en place le 7 janvier 2026 pour contribuer à faire face à la menace croissante d'ingérences numériques étrangères pouvant peser sur les élections en France. Ce réseau est composé d'administrations et d'autorités indépendantes compétentes en matière électorale : l'Arcom, la CNCCFP, le secrétariat général du Gouvernement, le ministère de l'Intérieur, VIGINUM et le Comité éthique et scientifique, chargé de suivre son activité. Ce réseau est coordonné par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). Durant la campagne pour les élections municipales, il a notamment publié des bulletins hebdomadaires destinés à faire un point de situation sur les manœuvres détectées par Viginum.

partage d'éléments techniques avec les plateformes et la dénonciation publique de ces opérations.

Les algorithmes de certaines plateformes numériques ont été accusés de favoriser la visibilité de certains candidats aux élections municipales (ex. Sarah Knafo à Paris sur X⁶). Quel rôle ces plateformes ont-elles joué dans la campagne ? Comment ont-elles réagi lorsque Viginum les a alertées sur des INE concernant le scrutin de mars 2026 ?

Les élections municipales ont été marquées par une collaboration fructueuse avec les plateformes, centrée notamment sur le partage d'éléments techniques. En effet, sur le plan juridique, ni Viginum ni le RCPE n'a aucun pouvoir d'injonction et ne peut demander le retrait de contenus sur les plateformes. En revanche, le service entretient un dialogue technique avec toutes les plateformes, échangeant au niveau opérationnel en signalant comptes inauthentiques contrevenant aux conditions générales d'utilisation (CGU) des plateformes identifiées lors des investigations. Les plateformes sont ensuite libres de les suspendre. Pendant les municipales, cette collaboration a été particulièrement efficace.

Au regard de ce bilan, quelles sont pour Viginum les perspectives de menaces d'INE pour les élections à venir en France, en particulier pour l'élection présidentielle ? Quels sont les points de vigilance ?

Face aux INE détectées pendant les municipales, le service estime qu'il existe un risque d'accentuation de la menace d'ingérence numérique étrangère pour les élections 2027, que celle-ci soit destinée à servir les objectifs stratégiques de nos concurrents ou bien résulte d'une recherche de profit en instrumentalisant le débat public national.

Ces constats appellent à une vigilance accrue et soulignent la pertinence de la mise en place d'un dispositif neutre, transparent et disposant de moyens d'action réactifs, dont la collaboration avec les plateformes et la communication publique doivent être des pièces maîtresses.

⁶ Ina, « Municipales 2026 : la percée médiatique de Sarah Knafo », *La Revue des Médias*, 1er avril 2026.

Le Premier ministre dit craindre le « mercenariat numérique ». Est-ce une crainte que partage Viginum ? Pourquoi ?

Viginum n'utilise pas exactement le terme de « mercenariat numérique ». Néanmoins, il est clair que nous faisons aujourd'hui face à une véritable économie de la désinformation avec la multiplication d'intermédiaires et de sociétés privées vendant des services d'influence, voire d'ingérence en ligne. En outre, le phénomène des INE à but lucratif est également source d'inquiétude. Il s'agit de la diffusion et l'exploitation par des acteurs étrangers opportunistes de contenus présentés de façon sensationnaliste afin de susciter de l'engagement pour générer des revenus.

Ces gains peuvent être obtenus en exploitant les systèmes d'automatisation publicitaire, en bénéficiant des programmes de redistribution de revenus aux créateurs proposés par les plateformes, ou encore par le biais de la revente des comptes.

Bien que ce phénomène ne soit pas motivé par une volonté politique ou idéologique, il présente souvent tous les critères permettant de caractériser une INE. On observe une nette accélération du phénomène, facilitée par le modèle économique des plateformes.

Lors de précédentes élections en Europe, des proches de Donald Trump ont cherché à peser sur les résultats en soutenant ouvertement des candidats d'extrême-droite. Faut-il s'attendre à des ingérences de la sphère MAGA en France pour 2027 ?

L'ingérence numérique étrangère repose sur la diffusion ou une volonté de diffusion artificielle ou automatisée, massive et délibérée de contenus erronés ou trompeurs. Les acteurs malveillants cherchent à le dissimuler. Aujourd'hui, la force de frappe de l'écosystème MAGA est telle que cette sphère n'a pas besoin de recourir à ce genre de moyens pour avoir un impact sur l'opinion publique. On parle plutôt d'influence que d'ingérence, ce qui pose évidemment tout un tas de questions pour l'intégrité de nos élections, mais est hors du périmètre de Viginum. Néanmoins, certaines opérations d'ingérence venant des États-Unis ont été documentées par le passé dans d'autres pays, notamment dans le contexte de la Covid-19 et de la course aux vaccins⁷. Viginum maintiendra donc un niveau de vigilance élevé au cas où ce type de dispositif serait mis en place pour nous cibler, en plus des actions d'influence agressive venues de la sphère MAGA.

⁷ Hélène Pédech, « Comment la désinformation "made in USA" met la santé du monde en péril », *Observatoire de l'information et des stratégies d'influence*, IRIS, 3 novembre 2025.

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, *via* son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.